Cependant, le point que je désire faire valoir, c'est que lorsque le ministre associé de la Défense nationale déclare, à l'appui de sa façon de procéder, qu'il intéresse les membres de l'armée de trouver en une seule loi toutes les modifications intéressant l'armée, son argument ne tient pas en ce cas. L'article 18 du bill propose de modifier l'article 37 de la loi sur le Sénat et la Chambre des communes. J'ai sous les yeux la loi sur le Sénat et la Chambre des communes; je constate que l'article 38 mentionne aussi les membres de l'armée. Quand on parcourt ces lois, on s'aperçoit, comme je l'ai prétendu en maintes circonstances, que ces diverses modifications sont éparpillées partout. Que ce soit une personne ordinaire ou un avocat qui consulte la loi sous une rubrique, ou que ce soit un militaire qui cherche ce qui intéresse le personnel de l'armée, c'est une façon assez peu satisfaisante lorsqu'il nous faut chercher partout.

Je présume que lorsque la codification administrative de la loi sur le Sénat et la Chambre des communes aura été effectuée, elle inclura les modifications apportées par le bill N° 171 ainsi que par l'article dont nous sommes saisis. Mais il m'est venu à l'idée que c'était là une question qu'il était à propos de porter de nouveau à l'attention du Gouvernement, afin de proposer qu'à l'avenir, lorsqu'il sera nécessaire d'établir des amendements relativement aux questions qui se rapportent aux mesures de défense, cela pourrait se faire au moyen de modifications aux lois particulières plutôt qu'aux lois générales concernant les forces canadiennes.

M. Churchill: Monsieur le président, je désire joindre mes protestations à celles qu'ont formulées le député de Esquimalt-Saanish et le député de Winnipeg-Nord-Centre. C'est là une façon bien peu satisfaisante d'apporter des modifications à un certain nombre de lois. Même ici en comité, sauf votre respect, monsieur le président, nous passons d'une loi à une autre sans même nous arrêter.

Si nous devons être saisis d'un projet de loi de ce genre, j'estime que nous devrions au moins en passant de la partie I à la partie II ou de la partie III à la partie IV, pouvoir consulter la loi à laquelle nous devons nous référer, et que le ministre devrait être en mesure de formuler une déclaration concernant la modification qu'il présente.

J'estime que les travaux de la Chambre ne sont pas exécutés de façon ordonnée quand on nous présente un bill modificateur général comme celui-ci. Ceci dit, je me demande si le ministre associé de la Défense nationale fera une déclaration au sujet de la partie IV.

L'hon. M. Campney: Nous avons présenté cette modification vu que l'article relatif au service militaire ne s'appliquait, pour autant qu'il s'agissait des membres du Parlement, qu'à l'armée et aux personnes présentes dans les camps militaires régulièrement organisés. Elle était devenue caduque en ce qu'elle ne s'appliquait qu'à l'armée. L'article en cause a pour objet d'en étendre les dispositions aux trois armes, l'armée, la marine et l'aviation. Deuxièmement, on veut aussi étendre l'application de l'article à tous genres d'instruction autorisés par règlements ou en vertu de la loi sur la Défense nationale.

En d'autres termes, on s'est tout simplement efforcé d'atteindre tous les services et de moderniser le texte de façon qu'un membre du Parlement puisse prendre sa place dans l'une quelconque des trois armes sans risquer de sanctions au titre de la loi sur le Sénat et la Chambre des communes.

M. Churchill: Je remercie le ministre associé de cet énoncé. Voilà une manière ordonnée d'aborder la partie IV; elle nous donne le temps de nous ressaisir. J'ai remarqué que le ministre associé nous a dit que l'article s'appliquait maintenant aux trois armes. Puis il a ajouté, je crois, que la rédaction touchant la procédure avait été modernisée. A mon avis, cette modernisation est faite de telle sorte qu'un officier de réserve qui est membre de la Chambre des communes peut trouver très commode d'accomplir certaines fonctions militaires qui ne seraient peut-être pas très importantes et, dès lors, parce qu'il aurait rempli une fonction secondaire, le député en cause n'aurait pas à signaler son absence de la Chambre.

L'ancienne version que le ministre remplace est ainsi conçue:

Dans le calcul d'une déduction sur l'indemnité de session d'un député ou d'un sénateur pour cause d'absence, ne sont pas comptés les jours passés par ce député ou ce sénateur en devoir avec son groupe dans un camp de milice régulièrement organisé ou à voyager entre Ottawa et le lieu de ce camp.

Le nouvel article projeté est conçu dans les termes suivants:

Dans le calcul d'une déduction sur l'indemnité de session d'un député ou d'un sénateur pour cause d'absence, on ne doit pas compter les jours que ce député ou ce sénateur a passés en service comme officier ou homme des forces de réserve pendant qu'il subissait sa formation ou accomplissait une autre fonction autorisée par des règlements ou arrêtés établis sous l'autorité de la loi sur la défense nationale.

Je pense qu'il y a là une différence très considérable. D'autres honorables députés qui font partie des forces de réserve peuvent différer d'opinion avec moi, mais, à titre de membre de l'armée de réserve, je pense que c'est accorder un privilège exceptionnel à un membre de la Chambre des communes.